

« Peur » des habitants, « invasion » de villages : le maire de Sainte-Soline et 15 autres dénoncent les violences



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 08 avril 2023

Source [Valeurs actuelles] : Le maire de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) et 15 édiles de communes à proximité ont dénoncé, dans une lettre ouverte, « l'invasion de (leurs) villages » et la « peur » de la population face aux violentes actions d'opposants au projet de « mégabassines » dans le département.

La mobilisation ultra-violente du 25 mars dernier à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) n'est pas passée auprès des élus locaux. Ils ont signé une lettre ouverte fustigeant la « prise en otage (de leur) population », et dénonçant la peur des habitants face à ces rassemblements violents, rapporte [France Bleu](#) ce jeudi 6 avril.

« L'invasion de nos villages »

Force est de constater que les affrontements survenus le 25 mars dernier ont fait le tour de la France, parfois même la Une des journaux, par leur caractère violent. Alors les élus prennent la parole pour exprimer le ressenti de leur population, et la « peur » notamment de cette dernière, face à « *l'invasion de nos villages, le désarroi de nos agricultrices et agriculteurs, la dégradation des biens des particuliers et de nos infrastructures, bref le désastre de nos territoires de tranquillité, d'accueil et de tolérance* », citent nos confrères.

Ils regrettent également la présence d'élus, alors que la manifestation avait été interdite par la préfecture, en contradiction avec « *l'esprit de concorde qu'en élus responsables nous essayons de porter* ». Une présence de parlementaires qui avait également été jugée « inacceptable » au lendemain du week-end de mobilisation par le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, sur le plateau de [BFMTV](#).

Population « prise en otage »

« *Nous ne tolérons pas la prise en otage de nos populations qui subissent des inquiétudes, des peurs* », ont-ils poursuivi, même si celles-ci ne sont provoquées que par « *la minorité violente* » des contestataires à ce projet de bassines. La peur émane notamment du risque, pour la population, que de tels événements se reproduisent. Des actions de désobéissance civile avaient déjà été menées en octobre dernier par les opposants.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)